



# Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional

El Salvador, Centro America

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE LA REPRESENTATION OFFICIELLE DU FMLN

Paris, avril/mai 1990

[n° 3]

## **Venceremos**

### SOMMAIRE

. Editorial	2
. Communiqué final de la Conférence de Genève	3
. Rencontre avec la presse internationale du Commandant Schafik Handal	4
. L'assassinat des Jésuites de l'Université Centraméricaine	10
. Communiqué du Commandement Général du FMLN du 2 mai 1990	18
. Communiqué du FMLN du 7 mai 1990	18
. En bref	19



Pour tout renseignement auprès du FMLN, s'adresser à :

. Esmeralda CARDENAS

FMLN

Boîte Postale 27301

75024 PARIS Cedex 01

France

TEL. ( 1 ) 46 71 12 90

FAX. ( 1 ) 49 60 85 80

Soutien à l'édition  
du bulletin :

Paris CCP 1720992 Z

40P.13315

## EDITORIAL

Le processus de dialogue-négociation entre le Front Farabundo Marti et le gouvernement a été annoncé par le Secrétaire Général de l'ONU à Genève. Cela oblige les parties à faire de réelles concessions et une réelle perspective pour le peuple salvadorien d'arriver à la paix à travers un processus de négociation.

Un des principaux obstacles à franchir est les forces armées du gouvernement. Les militaires ont mal compris les événements mondiaux récents. Ils pensent que le FMLN est isolé idéologiquement ainsi que vis-à-vis de ses logistiques et qu'ils peuvent imposer un accord de paix équivalent à sa reddition.

Le FMLN demande des garanties pour le peuple salvadorien, pour que toute la société participe à un processus démocratique véritable. Le FMLN ne demande pas de garanties pour son incorporation à la vie politique sans que les causes d'ordre politique et sociale qui nous ont conduits à la guerre disparaissent.

Si l'on pouvait aboutir à une négociation politique concernant les conditions fondamentales qui précisent certaines réformes importantes dans l'armée, ainsi qu'un ensemble de garanties, il y aurait des conditions minimums pour le jeu électoral de mars 1991.

Il existe deux points complémentaires : la démilitarisation de la société et la démocratisation, qu'on ne peut pas faire sans démilitarisation. Dans ces conditions, on pourrait rentrer dans un jeu électoral.

La négociation est la seule façon d'éviter la continuation de la guerre, et une fois que le gouvernement et l'armée auront bien compris cela, le processus ira vers une véritable solution.

Sans aucune doute, la négociation est difficile, et demande du temps. Il faut que les causes qui nous ont conduits à la guerre soient résolues par des accords politiques.

Le Salvador est un pays où les Droits de l'Homme sont systématiquement violés ; rien que pour l'année en cours -de janvier à avril- il y a eu déjà plus de 700 assassinats et disparitions.

Tout cela met en évidence l'insensibilité, et le peu de respect pour la vie et les Droits de l'Homme au Salvador.

L'administration nord-américaine a toujours été au courant des liens étroits entre les forces armées-le gouvernement et les escadrons de la mort, et ses pratiques criminelles, terroristes, de beaucoup de ses membres, des officiers corrompus qui, se réfugiant derrière un système judiciaire usé et injuste, opèrent impunément.

De plus en plus, la situation s'était aggravée avec les mesures économiques adverses pour les Salvadoriens, les bombardements dans des différentes zones, les enlèvements, les disparitions, les crimes sélectifs, massifs. Malgré tout cela, le Congrès nord-américain finit toujours par accorder une aide milliardaire.

Et malgré cela, le peuple salvadorien, les différents partis politiques de la gauche démocratique, les organismes sociaux et syndicaux, ainsi que le FMLN, font des efforts véritables pour qu'une négociation soit entamée aboutissant à la fin du conflit et à la paix.

\*\*\*\*\*

**COMMUNIQUE FINAL DE LA CONFERENCE DE GENEVE (4 avril 1990)**

Présidée par le Secrétaire Général de l'ONU, cette conférence a réuni les représentants du FMLN et ceux du gouvernement salvadorien. Les deux parties ont signé le communiqué de presse rédigé par M. Perez de Cuellar que nous reproduisons ci-dessous :

A la demande des Présidents centraméricains et dans le cadre de la mission de bons offices que m'a confiée le Conseil de Sécurité par la résolution 637 du 27 juillet 1989, j'ai eu des entrevues avec le Gouvernement d'El Salvador et Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale afin de convenir du cadre, des mécanismes et du rythme du processus devant conduire, dans les plus brefs délais, et sous mes auspices, à la fin du conflit armé dans ce pays. C'est sur la demande du Gouvernement et du FMLN et parce que j'ai reçu des deux parties l'assurance de leur réelle et ferme volonté d'y parvenir par la voie de la négociation, que j'ai accepté d'assumer cet effort. A l'issue de ces entretiens, le Gouvernement et le FMLN sont tombés d'accord sur les points énumérés ci-après : leur objectif est d'assurer le déroulement efficace et sérieux de ce processus et de favoriser un climat de confiance mutuelle par des garanties appropriées.

J'estime que le respect scrupuleux de ces garanties, au-delà de leur importance intrinsèque, sera un indicateur de la volonté et de la capacité des parties de tenir les engagements pris au cours des négociations. A cet égard, le Gouvernement et le FMLN se sont engagés à ne pas en abandonner le cours.

1. Le but de ce processus sera de mettre fin au conflit armé dans les plus brefs délais possible, par la voie politique, d'impulser la démocratisation du pays, de garantir le respect des Droits de l'Homme sans aucune restriction, et de réunifier la société salvadorienne.

Le premier objectif sera de parvenir à des accords politiques qui mettent terme à l'affrontement armé et à tout acte violent les droits des populations civiles sous le contrôle des Nations Unies, approuvé par le Conseil de Sécurité. Une fois cet objectif atteint, le processus devra conduire à la mise en place des garanties et des conditions nécessaires à la réintégration des membres du FMLN, en toute légalité, à la vie civile, institutionnelle et politique du pays.

2. Le processus se déroulera sous les auspices du Secrétaire Général de l'ONU, de façon continue et ininterrompue.
3. Afin d'assurer le succès des négociations, le Gouvernement et le FMLN acceptent de recourir à deux types d'activités complémentaires : le dialogue direct entre commissions négociatrices avec la participation active du Secrétaire Général ou de son représentant ; la médiation entre les parties du Secrétaire Général ou de son représentant, qui s'assureront de l'engagement au plus haut niveau du Gouvernement comme du FMLN. Le Secrétaire Général fera en sorte que la réalisation de ces activités contribue réellement au succès du processus. Le Gouvernement et le FMLN garantiront la pleine habilitation de leurs commissions négociatrices à discuter et à conclure des accords.
4. Le Gouvernement et le FMLN conviennent de garder la plus stricte réserve sur le cours du processus. Les seules informations rendues publiques sur son déroulement seront communiquées par le Secrétaire Général ou son représentant autorisé.
5. Le Secrétaire Général pourra, de façon discrétionnaire, maintenir des contacts confidentiels avec les gouvernements d'Etats membres des Nations-Unies ou avec les groupes de ces pays pouvant aider au succès du processus par leur assistance et leur appui.

6. Le Gouvernement d'El Salvador et le FMLN sont d'accord pour penser que les partis politiques et autres organisations sociales représentatives existant actuellement au Salvador ont un rôle important à jouer dans l'obtention de la paix. Ils reconnaissent également qu'il est nécessaire que le Gouvernement tout comme le FMLN maintiennent en permanence avec ces partis et organisations sociales des mécanismes adéquats d'information et de consultation. Ces derniers devront s'engager à observer la réserve nécessaire au bon déroulement du processus de dialogue. Lorsqu'elles l'estimeront utile -et d'un commun accord- les commissions pourront inviter des représentants de ces partis et organisations afin de recevoir leur avis.
7. Le Gouvernement et le FMLN jugent utile que le Secrétaire Général maintienne des contacts avec des personnes et des organismes salvadoriens dont la contribution pourrait servir ses efforts.

Genève, le 4 avril 1990

Les représentants du Gouvernement  
d'El Salvador

Dr Oscar Santamaria  
SE l'Ambassadeur Guillermo Paz Larin  
SE Ana Cristina Sol  
SE Carlos Ernesto Mendoza

Les représentants du Front Farabundo  
Marti pour la Libération Nationale

Commandant Shafik Handal  
Monsieur Salvador Samayoa  
Commandant Ana Guadalupe Martínez  
Commandant Roberto Cañas

Javier Perez de Cuellar  
Secrétaire Général de l'Organisation  
des Nations Unies

Dans l'exécution de la mission que m'a confiée le Conseil de Sécurité par la résolution 637 (1989)

\*\*\*\*\*

#### RENCONTRE AVEC LA PRESSE INTERNATIONALE DU COMMANDANT SCHAFIK JORGE HANDAL, CHEF DE LA DELEGATION DU FMLN A LA REUNION DU 4 avril 1990

##### Introduction à la rencontre

Converser avec la presse nous intéresse. Je vais dire d'abord certaines choses avant de répondre à vos questions. Vous étiez présents à l'acte qui vient de se dérouler : l'accord qui a été signé fait état des objectifs et aspects normatifs du processus négociatif ; il constitue, disons, la première phase de cette négociation. Comme vous pouvez le voir dans le texte de l'accord, il y aura deux façons de procéder : quant à la première, c'est le Secrétaire Général des Nations Unies ou son représentant qui servira d'intermédiaire en rencontrant successivement les deux parties à la recherche d'accords ; la deuxième manière prévoit des réunions directes entre les deux parties. Aujourd'hui la première phase a pris fin : cet accord a justement été négocié selon les deux procédés, et ce qui a eu lieu aujourd'hui, c'est la signature. Le processus va se poursuivre de la même manière : le Secrétaire Général de l'ONU va continuer à consulter les deux parties, et les deux délégations se rencontreront au moment opportun.

Sans aucun doute, la négociation est complexe. Le conflit dans notre pays n'est pas seulement un conflit armé : à un moment donné, des causes d'ordre politique et social nous ont conduit à la guerre. Ce qui fait l'objet des négociations, c'est la solution au conflit : il s'agit donc d'accords politiques qui doivent garantir le début de la démocratie au Salvador. Depuis soixante ans, nous vivons sous une dictature militaire, qui a changé de masque mais qui demeure le véritable pouvoir dans ce pays, un régime qui depuis des décennies viole les Droits de l'Homme et qui nous coûte déjà plus de 150 000 vies.

Donc, la fin du conflit signifie obligatoirement la solution au problème de la démocratie, la solution au problème des garanties pour le respect des Droits de l'Homme, la solution aux problèmes fondamentaux de la justice sociale, et il signifie évidemment une réponse concrète sur l'aspect armé du conflit.

Au Salvador, la démocratie, ce n'est pas seulement mettre son bulletin dans l'urne ; les Salvadoriens ont voté plusieurs fois sans qu'il y ait eu pour autant une réelle démocratisation. Au Salvador, la démocratie, c'est tout d'abord la soumission de l'armée au pouvoir civil ; c'est l'épuration en profondeur de cette armée qui a bafoué les Droits de l'Homme pendant 60 ans ; c'est la restructuration de cette armée qui comprend aussi trois corps de police fondus sous un même commandement militaire : ces corps de police doivent être séparés de l'armée et réorganisés sous une autre autorité de façon à garantir la sécurité des citoyens. Et dans la même foulée, la démocratie, c'est démilitariser la société : notre pays, petit, pauvre et arriéré ne peut assumer une force et un budget militaires aussi importants.

La démocratie, au Salvador, c'est aussi la réforme du système judiciaire : que la justice puisse être rendue en toute indépendance et honnêteté. Le système judiciaire au Salvador n'est pas seulement désuet mais aussi corrompu par l'activité criminelle de la dictature. Il suffit de rappeler qu'en dix ans, la lumière n'a pas été faite sur l'assassinat de Monseigneur Oscar Romero, et les assassins courent toujours. Ou plutôt, tout le monde les connaît, et ils occupent des postes importants. Il y a des crimes tous les jours, les Droits de l'Homme sont bafoués en permanence, sans qu'il y ait des poursuites judiciaires. Donc il ne peut y avoir de démocratie au Salvador sans un système judiciaire honnête, agile et indépendant.

Nous considérons aussi que la démocratisation au Salvador passe par un système électoral d'un type nouveau, qui permettra la participation de tous les Salvadoriens en âge et en droit de voter. Il doit être transparent et offrir des garanties quant à l'honnêteté et la liberté des élections. Trois éléments donc, nous préoccupent : la participation électorale des citoyens qui ont constitutionnellement le droit de voter, la transparence et les garanties d'honnêteté.

Je voudrais illustrer ceci par des faits concrets : la population du Salvador est presque le double de celle du Nicaragua ; chez nous, il y a à peine 1 600 000 citoyens inscrits sur les listes électorales, alors qu'au Nicaragua il y a eu 1 900 000 inscrits. De fait, il devrait y avoir au Salvador trois millions d'inscrits. Les listes actuelles se sont ouvertes il y a huit ans et il y a à peine un million six cent mille inscrits ; rien n'est fait pour faciliter l'inscription des citoyens, les démarches étant délibérément compliquées. Au Nicaragua, le recensement du million neuf cent mille électeurs s'est fait en quatre dimanches. Alfredo Cristiani est monté à la présidence avec le même nombre de voix qui a fait perdre Daniel Ortega. Voilà des paramètres qui permettent de comprendre pourquoi nous exigeons que les inscriptions électorales soient réellement ouvertes et qu'elles permettent à tous les Salvadoriens d'exercer leur droit de vote.

La fraude électorale est traditionnelle au Salvador. En 1972 une coalition de forces démocratiques avait remporté la victoire aux présidentielles, mais le résultat fut rejeté par la dictature militaire qui inventa de nouveaux chiffres et imposa son candidat. En 1977, cette même coalition, qui se présentait paradoxalement sous le

sigle d'UNO\*, remporta de nouveau les élections, et de nouveau les résultats furent truqués. Ce fut la cause de la guerre : après ces élections, une fois que tous les recours démocratiques avaient été épuisés, la lutte armée qui avait déjà commencé, devint une guerre généralisée.

Nous demandons un système judiciaire transparent, qui offre des garanties de fiabilité et contrôle par les citoyens, de façon à éviter toute manipulation par la dictature militaire, toute interférence militaire dans le processus électoral ; il est souhaitable de même, que les observateurs internationaux ne soient pas là seulement le jour des élections. Il y en avait beaucoup le jour des élections au Salvador, mais ce jour-là on ne voit que les files d'attente des électeurs. Au Nicaragua, il y a eu des mois et des mois d'observation internationale, sans compter l'importance numérique des délégués internationaux. Nous demandons, au moins, les mêmes procédés.

Un autre thème en rapport avec la solution négociée au conflit est celui qui touche la justice sociale : le Salvador est un petit pays, très pauvre, avec une forte concentration de la richesse. La question agraire est fondamentale. Les Salvadoriens sont des gens travailleurs et productifs, mais ils ne peuvent jouir du produit de leur travail, le système de distribution des richesses n'étant pas équitable. La question agraire est la base qui va permettre d'atteindre des niveaux acceptables de justice sociale. Le gouvernement actuel revient sur l'incomplète réforme agraire mise en place par Duarte ainsi que sur d'autres réformes du gouvernement Duarte, de façon à accentuer la crise sociale dans le pays ; et si les problèmes sociaux s'approfondissent, la solution au conflit sera plus difficile. Or nous pensons justement qu'il faut aller dans le sens contraire et alléger la crise sociale.

En dix ans, le gouvernement des Etats-Unis a investi plus de quatre mille millions de dollars dans la guerre du Salvador. Si cet argent avait servi au développement du pays, dans un cadre de démocratie et de paix, cela aurait été une somme suffisante pour engager un processus de développement dynamique. Le pays est petit et la guerre a aggravé la situation sociale malgré cet investissement de tant de millions de dollars, bien supérieur à tout autre investissement des Nord-américains dans n'importe quel pays d'Amérique Latine, au cours de ces dix dernières années.

Pour finir, la solution au conflit a un lien étroit avec le respect des Droits de l'Homme et des libertés démocratiques au Salvador, lequel aspect est à son tour étroitement lié à tous les changements que j'ai évoqués précédemment.

Voilà la globalité des problèmes qui doivent être discutés et résolus au cours des négociations. Nous espérons que celles-ci seront sérieuses : la participation de Monsieur Javier Perez de Cuellar, Secrétaire Général des Nations Unies, offre un garantie de sérieux, et situe les négociations dans le cadre de la communauté internationale. Nous avons donc l'espoir d'arriver à des accords qui permettront la solution négociée au conflit, bien que quelques signes de la part de nos interlocuteurs ne nous ont pas semblé de bonne augure. Par exemple aujourd'hui, la commission des négociations qui a travaillé tous ces temps-ci sur le processus de dialogue était au complet du côté du FMLN, alors que de l'autre côté, seul le Ministre Santamaria appartient à cette commission, tous les autres sont des ambassadeurs du gouvernement salvadorien en Europe. Voilà qui n'est pas très bon signe. Cependant, nous comptons sur le sérieux de la communauté internationale pour parvenir à de réels accords, c'est-à-dire à une paix qui nous apporte la démocratie, la liberté, le respect des Droits de l'Homme, et qui donne au peuple salvadorien la possibilité de devenir maître de son destin.

Une dernière chose pour finir : dans le texte de l'accord que nous venons de signer, nous nous sommes engagés à la plus grande réserve sur le déroulement interne du processus, de façon à ne pas provoquer d'interférences. J'ai donc essayé au cours de ces déclarations, de m'en tenir à l'ensemble des thèmes déjà rendus publics, et je ne serais pas en mesure de répondre à des questions de nature plus interne. Il

reviendra au Secrétaire Général de l'ONU d'apporter les éléments d'information au fur et à mesure des rencontres. Notre objectif, au cours de cette rencontre avec la presse, était de donner notre point de vue sur les tâches à remplir par la négociation pour arriver à la paix.

### Déroulement

Tribune de Genève :

Votre organisation subit toujours l'influence de l'idéologie marxiste ou s'y réfère. Dans le cas où il y aurait la paix et une démocratie réelle dans le pays, êtes-vous prêts à renoncer à ces références, comme c'est le cas en Europe de l'Est ?

Schafik Handal :

Je n'avais jamais entendu dire qu'il fallait abandonner une idéologie comme condition à la démocratie. Pour nous la démocratie est pluraliste et accepte toutes les idéologies. Nous-mêmes sommes un mouvement pluraliste, et toute la lutte pour la démocratie au Salvador depuis des décennies, a été menée par divers courants idéologiques et politiques, y compris le marxisme, évidemment. Idéologiques, politiques et religieux. C'est particulièrement évident dans le cas du Salvador, et nous demandons que l'on nous juge à travers ce que nous faisons, et non à travers des paramètres pris ailleurs.

Radio France International :

Est-ce que le Front Farabundo Marti accepte de devenir un parti politique, comme l'a proposé le Président Cristiani il y a quelques jours ?

Schafik Handal :

La solution au conflit suppose notre insertion dans la vie politique du pays. Et pour ce qui est des propositions du Président cristiani, nous n'en avons reçu aucune. J'ai expliqué comment se pose la problématique de la solution au conflit : c'est dans ce contexte que nous la trouverons et dans aucun autre.

Radio France International :

Mais vous connaissez la déclaration du Président Cristiani...

Schafik Handal :

Il y a beaucoup de déclarations, mais nous, nous n'avons rien vu sur la table. Il y en a beaucoup, des déclarations, et nous aussi nous en faisons beaucoup. Le problème, c'est qu'on ne peut séparer une chose de tout le reste.

Agence EFE :

Croyez-vous que le Président Cristiani est soutenu par l'armée pour ces négociations ? Ne craignez-vous pas de subir le même sort qu'en Colombie, où les guérilleros se sont incorporés à la vie politique, après l'accord avec le Président Bettancourt, et depuis deux ans, ils sont en train de les éliminer ?

**Schafik Handal :**

A propos de la première question : si Cristiani est soutenu ou non par l'armée, voilà qui va être mis à l'épreuve des faits. Nous allons nous en remettre aux faits. Nous avons certes notre idée là-dessus, mais nous pensons qu'en ce moment où s'ouvrent les négociations, il faut laisser la porte ouverte à la démonstration par la pratique. J'ai déjà dit que cette négociation est difficile et complexe, et ce point est un des facteurs de complexité : l'armée exerce le pouvoir dans ce pays depuis soixante ans, le pouvoir pour les choses essentielles.

A propos de nos craintes qu'il ne nous arrive la même chose qu'aux Colombiens, voilà l'occasion de préciser certaines choses : d'abord notre processus est différent de celui des Colombiens, mais ce n'est pas le plus important. Dans le cadre de nos exigences pour résoudre le conflit, nous ne demandons absolument rien pour nous-mêmes ; il ne faut pas penser que la solution au conflit repose sur des garanties pour nous-mêmes. Nous, nous avons risqué notre vie, jour après jour, pour ces mêmes objectifs que j'ai déjà mentionnés : la démocratie, la justice sociale, les Droits de l'Homme... Dans nos propositions, nous nous sommes toujours préoccupés des changements politiques et sociaux qui garantiront la démocratie, le vrai pluralisme, les Droits de l'Homme dans le pays. Pour nous, nous ne demandons rien. A plusieurs reprises, ces dernières années, le gouvernement nous a offert une amnistie et des garanties pour nous-mêmes, pour que nous nous intégrions à la vie politique légale. Nous avons répondu que notre intégration se fera dans le cadre des accords conclus vers la démocratie. Nous ne voulons aucune garantie spéciale pour nous-mêmes.

**The New York Times :**

Pourquoi les négociations précédentes ont-elles échoué, et quels changements vous permettent d'être plus optimistes aujourd'hui ? Deuxièmement, quel a été le rôle des Etats-Unis dans ces négociations ?

**Schafik Handal :**

Pour la première question : il n'y a jamais eu vraiment de négociations, il y avait un dialogue. Nous avons fait pression pour passer du dialogue à la négociation. Dans la dernière réunion de San José, alors qu'il s'était engagé à discuter nos propositions, le gouvernement s'est refusé à le faire pour présenter une nouvelle proposition, où il s'agissait de cesser toute lutte 24 heures après la fin de la réunion : en plus de la lutte armée, le FMLN devait cesser la guerre politique et psychologique menée par ses organisations de soutien -celles qu'ils appellent dans leurs journaux nos "organisations de facade"- c'est-à-dire que nous devons faire taire les partis politiques qui nous soutiennent selon eux, faire taire les syndicats et tout le monde, cesser la lutte politique. Ce n'est qu'après cela qu'il pourrait y avoir discussion à la recherche d'accords politiques. Evidemment nous avons tout refusé en bloc : nous avons des propositions complètes, et engagement avait été pris de les discuter. Quant à la question sur les raisons d'un plus grand optimisme actuellement, nous supposons que le contexte des Nations Unies constitue un élément de pression pour le sérieux des négociations ; il y a trop de témoins, c'est la communauté internationale qui est engagée, et c'est ce qui nous permet de croire à la possibilité des négociations. Voulez-vous répéter la deuxième question ?

**New York Times :**

Quel est le rôle des Etats-Unis dans le processus ?

**Schafik Handal :**

Leur influence a été décisive. La guerre est financée et soutenue politiquement par les Etats-Unis. Il nous a semblé percevoir dans le paysage politique nord-américain, quelques va être mis à l'épreuve des faits. Comme vous le savez, au Congrès des Etats-Unis, il y a un débat qui vise à conditionner l'aide au gouvernement salvadorien, l'aide militaire autant que l'aide économique. Là encore, nous attendons la preuve par les faits.

Je voudrais ajouter quelque chose par rapport à la première question. A San José, nous étions arrivés à un accord pour continuer les discussions, avec engagement de discuter les propositions des deux parties. Cependant, 24 heures après la réunion, l'Etat Major au complet des forces armées avec tous les commandants des unités militaires a fait son apparition à la télévision pour déclarer qu'il était impossible de discuter les propositions du FMLN ; et c'est ça le pouvoir dans le pays, cela a suffi pour invalider les accords. Nous devons nous retrouver un mois après à Caracas, mais ça n'avait plus aucun sens.

**TASS :**

Considérez-vous qu'un cessez-le-feu soit possible pendant les négociations ? Deuxièmement, considérez-vous que l'attitude du gouvernement nord-américain se soit adoucie à l'égard de la guérilla ?

**Schafik Handal :**

Tout ce qui a trait au cessez-le-feu, est relié aux accords politiques de la négociation : si les négociations avancent dans ce domaine, on peut envisager un cessez-le-feu pendant les négociations. Cela ne se programme pas : cette possibilité dépend directement du déroulement des négociations et des accords auxquels nous parviendrons.

Quant à la positions des Etats-Unis, s'est-elle adoucie ? J'ai dit tout à l'heure que certains signes indicateurs révèlent une tendance des Etats-Unis à favoriser la solution négociée. Il ne s'agit que de signes que nous avons perçus. Par le passé, le gouvernement nord-américain a toujours été opposé à la solution négociée, et c'est la raison principale qui a fait obstacle. Mais je ne voudrais pas m'étendre là-dessus, c'est au gouvernement des Etats-Unis de parler sur ce point. La seule chose que je peux dire, c'est que nous avons perçus ces signes et que nous allons les mettre à l'épreuve des faits.

\* UNO : Union Nationale d'Opposition, le même sigle que celui adopté par l'opposition au Nicaragua.

\*\*\*\*\*

## L'ASSASSINAT DES JESUITES DE L'UNIVERSITE CENTRAMERICAINE, EL SALVADOR

### Reconstitution d'un crime

L'assassinat des Jésuites de l'Université Centraméricaine (UCA) peut-être reconstitué en grande partie aujourd'hui à partir des déclarations faites par les meurtriers au cours de leur interrogatoire dans le cadre de l'enquête judiciaire qui a été ouverte. Les passages cités ci-dessous entre guillemets sont extraits de ces documents officiels.

### I - Prélude d'un crime : lundi 13 novembre 1989

Les militaires contrôlent dans l'après-midi toute la zone englobant le siège de L'Etat Major, les bâtiments de l'Ecole Militaire et le quartier de la "Colonia Arce" qui s'étend justement jusqu'à l'entrée principale de l'Université. Directeur de l'Ecole Militaire, le colonel Guillermo Alfredo Benavides, commande la troupe constituée par les militaires de l'Ecole et par des renforts provenant des détachements de Sonsonate et d'Ahuachapan et de divers bataillons dont le bataillon d'élite Atlacatl.

Le lieutenant Jose Ricardo Espinoza Guerra et le sous-lieutenant Gonzalo Guevara Cerritos, qui en sont membres, reçoivent, ce jour là, l'ordre de fouiller la résidence des Jésuites située dans l'enceinte de l'UCA. Ces deux accusés ont déclaré que l'assassinat des Jésuites n'avait pas été envisagé à cette date.

Certains éléments rendent toute fois suspecte cette version des faits. Le Père Ignacio Martin Baro a relaté par écrit la fouille par l'armée du Centre Monseigneur Romero et de la résidence des Jésuites. Il y fait état de l'insistance de l'officier à accomplir sa mission et de la réponse du Père Ellacuria aux militaires : revenez demain matin, à la lumière du jour vous y verrez clair et vous pourrez constater que rien de ce que vous cherchez ne se trouve ici.

Or, le lendemain matin, les soldats ne sont pas revenus. L'assassinat avait-il déjà été programmé ? La question reste posée.

### II - Controverses autour des préparatifs du crime : mercredi 15 novembre 1989

Les déclarations des huit militaires inculpés du meurtre et traduits en justice ne sont pas toujours identiques : elles permettent cependant de reconstituer les faits dans leurs grandes lignes;

#### Dans le bureau du colonel Benavides

##### la version du lieutenant Espinoza :

Il reçoit, le 15 novembre à 23 heures, l'ordre de se présenter devant le colonel Benavides. Arrivé à l'Ecole Militaire, le lieutenant Yussi Mendoza lui apprend que le colonel les a convoqués avec le sous lieutenant Guevara Cerritos. Après avoir rencontré Benavides dans une salle réservée aux officiers, les trois hommes le suivent jusqu'à son bureau. Le colonel Benavides leur déclare alors :

"La situation est la suivante : eux ou nous. L'Université est dans notre secteur. Ellacuria s'y trouve".

"C'est toi (dit-il au lieutenant Espinoza) qui a dirigé la fouille. Tes hommes connaissent l'endroit. Utilise le même dispositif. Il faut l'éliminer (Ellacuria). Je ne veux pas de témoins. Le lieutenant Mendoza vous accompagnera et dirigera l'opération pour qu'il n'y ait pas de problèmes".

"Cette affaire est un drôle de problème" répond Espinoza.

"Ne t'inquiètes pas, tu as mon appui" conclut le colonel.

- . la version du lieutenant Yussi Mendoza est différente de celle de son collègue Espinoza :

Convoqué par le colonel Benavides, le lieutenant Mendoza entre dans son bureau (où se trouve déjà le lieutenant Espinoza). Le colonel lui dit seulement : "Ecoute Mendoza, tu vas te joindre à Espinoza pour une mission. Espinoza sait de quoi il retourne".

### Peintures de guerre

- . la version d'Espinoza :

Le lieutenant Mendoza m'a donné un bâton de graisse pour que je me noircisse le visage.

- . la version de Mendoza :

Le lieutenant Espinoza m'a demandé un bâton de graisse pour se noircir le visage.

Pourquoi Espinoza s'est-il noirci le visage ? Etait-il coutumier de ce genre de peinture ou avait-il peur d'être reconnu ? Le fait est que le Père Segundo Montes a été Recteur de l'Ecole San Jose où justement le lieutenant Espinoza a passé le baccalauréat. Le jour de la fouille, le Père jésuite n'a pas reconnu son ancien élève mais il est fort douteux que ce dernier n'ait pas reconnu celui qui avait été son professeur.

### Qui a dirigé l'opération ?

- . la version du lieutenant Guevarra Cerritos :

Espinoza lui ayant manifesté son désaccord avec sa mission, Guevarra lui conseille de demander un ordre écrit.

"Je risque d'être taxé de traître si je le fais" lui répond Espinoza.

La version du lieutenant Guevarra appuie presque sur tous les points celle d'Espinoza.

- . la version du soldat Oscar Mariano Amaya Grimaldi :

Le lieutenant Mendoza demande, au moment du départ, qui de la troupe sait se servir d'un fusil AKA. Amaya prétend ne pas se souvenir si c'est le lieutenant Mendoza ou le lieutenant Espinoza qui lui remet finalement ce fusil. Il affirme que les deux hommes agissaient de concert. Son commandant, le lieutenant Espinoza, l'informe que leur troupe allait tuer "des délinquants terroristes qui se trouvent dans l'enceinte de l'Université UCA".

### Le départ

Les huit inculpés et quelques quinze soldats montent dans deux camionnettes Ford 250, quittent l'Ecole Militaire, arrivent devant les bâtiments inachevés et abandonnés qui longent l'UCA sur le côté ouest, s'y regroupent. Toutes les déclarations l'affirment.

### En formation de combat

Les témoignages des inculpés divergent à nouveau mais on peut en déduire que les trois lieutenants ont donné à la troupe leurs instructions, qu'ils savaient ce qu'ils allaient faire, qu'ils participaient tous les trois à l'exécution de la mission, que les soldats chargés de tuer les Jésuites et dont le nombre fut alors déterminé devaient être couverts par d'autres.

Quarante-sept militaires au moins (et non trente à quarante comme on l'avait d'abord estimé) se rangent alors en colonne avant de quitter le vieux bâtiment. Le lieutenant Mendozas'adresse alors au soldat Amaya Grimaldi :

"Toi, tu es l'homme-clef".

Le soldat qui rapporte ce fait comprend alors "qu'il devra se charger de tuer les personnes se trouvant à l'Université".

"Cache cette merde !" lui ordonne en chemin le lieutenant Espinoza qui marche au côté du lieutenant Mendoza. Espinoza a-t-il eu alors des scrupules ou a-t-il eu peur ? Difficile à dire.

### III - A l'assaut de l'UCA : la nuit du 15 au 16 novembre 1989

#### Le parking

La colonne entre par le portail des piétons. Elle attend quelque temps, inexplicablement, près du parking de l'Université. C'est alors qu'un avion survole le campus à basse altitude. Le Père Fermin Sainz et d'autres personnes qui vivent là sont réveillés par ce bruit. Y a-t-il eu un lien entre le vol de cet avion et l'opération ? On sait seulement que de terribles bombardements aériens ont pris pour cible, cette nuit là, la population civile de Soyapango.

Les soldats, simulant un combat, s'attaquent aux voitures et lancent une grenade sur le parking. L'un des gardiens qui couchait cette nuit-là dans un des bâtiments longeant le parking entend deux phrases :

"C'est pas la peine d'aller par là, il n'y a que des poubelles".

"C'est le moment d'aller tuer les Jésuites".

#### L'encerlement

Tandis qu'un groupe entoure de loin l'édifice où se trouve le Centre Monseigneur Romero et où habitent les Jésuites, un deuxième l'encercle de près et un troisième constitué par un nombre restreint d'hommes "sélectionnés" (les seuls à avoir été inculpés) s'en approche. Les soldats cognent aux portes, pénètrent au rez-de-chaussée, saccagent et brûlent ce qui s'y trouve. Les soldats qui entourent la maison crient aux Jésuites d'ouvrir leurs portes.

"Quand est-ce que vous allez sortir d'ici. Vous croyez que je vais peut-être vous attendre encore longtemps", crie le soldat Oscar Amaya (dit Pilijay) qui se trouve devant la porte-arrière du bâtiment.

#### L'arrestation

"Un moment, je viens vous ouvrir, mais ne faites pas autant de désordre" lui répond alors "un monsieur portant une chemise de nuit couleur café debout face à un hamac suspendu dans le couloir". Le Père Ellacuria portait une robe de chambre de cette couleur lorsqu'il fut tué.

Selon le sous-lieutenant Ramiro Avalo Vargas, du bataillon Atlacatl, qui dit avoir vu un soldat cogner sur cette porte arrière à l'aide d'un tronc d'arbre tandis que d'autres "soldats cognaient portes et fenêtres", "un monsieur blond, en pyjama a ouvert au bout de dix minutes la porte que les soldats tentaient d'enfoncer à coups de madriers. Il leur a dit d'arrêter de cogner sur les portes et les fenêtres car ils étaient conscients de ce qui allait leur arriver. C'est probablement le Père Segundo Montes, le seul dont le cadavre portait un pyjama. On le conduisit par la pelouse devant la facade de la résidence des Jésuites (facade opposée à celle du Centre Monseigneur Romero) où ont déjà été réunis les Pères Armando Lopez, Ignacio Ellacuria, Juan Ramon Moreno et Ignacio Martin Baro.

Ce dernier a probablement déjà ouvert, sous la conduite d'un soldat, la porte de la chapelle du Christ Libérateur. Lucia Barrera a déclaré avoir vu cinq soldats dans la chapelle et entendu très distinctement le Père Martin Baro dire : "ce que vous faites est injuste, vous êtes des charognes". Les mots "injuste" et "charogne" ont été entendus par une autre femme se trouvant un peu plus loin. Comme l'on doit passer pour se rendre à la chapelle par la pièce où l'on a retrouvé les cadavres d'Elba Ramos et de sa fille Celina, l'on peut penser que le Père Martin Baro a prononcé ces paroles à la vue du soldat qui tenait en joug les deux femmes. C'est sur l'ordre du lieutenant Yussi Mendoza (le lieutenant de l'Ecole Militaire comme l'appellent tous les soldats qui ont témoigné) que Tomas Zarpate Castillo, sergent en second du bataillon Atlacatl, gardait la porte de cette pièce.

#### **Les cinq Pères jésuites couchés à terre**

Antonio Avalos et Oscar Amaya ordonnent aux cinq Jésuites de s'allonger par terre parce que, ont-ils déclaré, les autres militaires continuant de fouiller le bâtiment, ils ont eu peur de ne plus pouvoir surveiller correctement leurs prisonniers.

Obdulio Romos, l'époux d'Elba, se trouve dans sa maison, près du lieu où se déroulent les faits. Il dit avoir entendu "par terre ! par terre !" Par la suite, les coups de feu l'ont tellement effrayé qu'il ne se souvient plus d'aucun fait précis sauf qu'il n'a jamais pensé que sa femme et sa fille allaient être du nombre des morts.

Les Jésuites restèrent allongés face contre terre probablement fort peu de temps bien qu'il soit difficile de le calculer avec exactitude.

Des voisins ont entendu mais indistinctement se poursuivre des conversations entre les militaires. Une femme est sûre d'avoir entendu, juste avant la fusillade, une sorte de chuchotement psalmodié comme celui d'un groupe en prières.

#### **IV - L'heure sanglante**

##### **Le meurtre des cinq Jésuites**

Le lieutenant Espinoza, près duquel se tient le lieutenant Mendoza, appelle le sergent en second, Antonio Avalos : "quand vas-tu le faire ?" "L'ordre d'éliminer les Messieurs qui étaient couchés sur le ventre". "Allons-y !" dit-il en s'approchant du soldat Amaya. Ils commencent alors tous deux à tirer, Avalos sur Juan Ramon Moreno et sur Armando Lopez, Amaya sur les Pères Ellacuria, Martin Baro et Segundo Montes. Ils affirment à l'unisson que les lieutenants Espinoza et Mendoza se trouvent alors à dix mètres du lieu de l'exécution. Amaya se souvient "avoir d'abord tiré sur trois Messieurs parmi lesquels il y avait celui qui portait la chemise de nuit de couleur café. Il affirme n'avoir donné le coup de grâce qu'à Martin Baro (alors qu'il l'a donné à ses trois victimes). Les points d'impact et les trajectoires des balles montrent que si certains Jésuites ont tenté de se relever au moment de leur exécution, d'autres n'ont pas bougé. Martin Baro, par exemple, a été retrouvé les pieds croisés dans la position de celui qui cherche à trouver la manière la plus commode de rester couché au sol.

##### **L'assassinat d'Elba et de Celina**

Tomas Zarpate qui "protégeait" selon ses propres dires Elba et Celina Ramos, entend l'ordre "allez y" et la fusillade qui s'ensuit. "J'ai moi aussi tiré sur les deux femmes" jusqu'à être certain qu'elles soient bien mortes : "elles ne se plaignaient plus".

### La mort de Joaquín Lopez y Lopez

Selon Amaya, Joaquín Lopez y Lopez qui avait réussi jusque là à se cacher dans l'une des pièces de la résidence, apparaît sur le pas de l'entrée lorsque la fusillade a cessé. "Ne me tuez pas car je n'appartiens à aucune organisation" répond-il aux militaires qui lui ordonnent d'approcher. Sur ces entrefaits il rentre dans la maison. Selon la version d'Angel Perez Vazquez, caporal d'active du bataillon Atlacatl, le Père Joaquín López y López est sorti de sa cachette lorsqu'il a entendu les coups de feu et, après avoir vu les cadavres, il est immédiatement retourné à l'intérieur de la maison. "Camarade, viens par ici" lui crient les soldats qui sont dehors. "Le Monsieur ne leur a pas obéi et l'un des soldats lui a tiré dessus au moment où il allait entrer dans la pièce" (L'enquête n'a pas établi l'identité de ce soldat). Joaquín López tombe alors à l'intérieur de la pièce. Angel Pérez Vásquez qui veut l'inspecter, s'approche et "se rend compte lorsqu'il enjambe le Monsieur que ce dernier avait été touché aux pieds. Il recule alors et lui tire dessus faisant mouche quatre fois".

### Le déplacement des corps suppliciés

Les militaires, après leur crime, lancent un feu de bengale en guise de signal du départ puis un deuxième car certains soldats n'avaient pas bougé à la vue du premier.

Avalo Vargas, que ses camarades surnomment "Satan" ou "Crapaud" entend, lorsqu'il passe devant le parloir où Elba et Celina ont été assassinées, le bruit d'une respiration haletante. Immédiatement, à la pensée qu'il faut achever des blessés, "il gratte une allumette et voit que deux femmes se trouvaient là, allongées par terre, serrées l'une contre l'autre, haletantes. Aussi, il donna l'ordre au soldat Sierra Ascencio de les achever".

Jorge Alberto Sierra Ascencio, soldat d'active du bataillon Atlacatl "tira une dizaine de cartouches en rafale sur les corps des femmes jusqu'à ce qu'elles aient cessé de respirer". (Le soldat Sierra Ascencio a déserté lorsqu'il a compris que l'enquête s'orientait vers son groupe. Il est jugé par coutumace).

Tout est fini. Espinoza ordonne à l'adjudant Cotta Hernandez : "Rentre-les à l'intérieur, même en les trainant". L'adjudant tire alors le cadavre de Juan Ramón jusqu'à la chambre de Jon Sobrino où on le retrouvera, avec, jeté à côté de lui, le livre du théologien européen Moltman, "Le Dieu crucifié". A son retour sur la pelouse, l'adjudant Cotta, se rendant compte que tous ses camarades sont déjà partis, en fait autant, laissant là les autres corps.

### Le maquillage du crime

Entre l'entrée des militaires dans l'Université, l'attaque du parking et le moment où le deuxième feu de bengale est lancé par Cerritos, une heure s'est écoulée. Au 50 de la rue Mediterraneo, le Père Pedrosa voit la lente descente des deux feux de bengale dont la lumière traverse les rideaux de sa chambre. Depuis Antiguo Cuscatlan, Monsieur Lucho Toro les voit aussi.

Amaya jette la boîte de bière mexicaine "Tecate" qu'il a bue pendant l'accomplissement du crime. Elle restera ainsi, près du mur d'une maison voisine du lieu du meurtre jusqu'à ce qu'un Jésuite la remette lui-même à la Commission d'enquête qui l'avait ignorée jusque là.

Les militaires simulent, comme convenu, l'attaque du Centre Monseigneur Romero. "Le 16 novembre, à 0H30, depuis le lieu dit quebrada Arenal San Felipe, des délinquants terroristes ont tiré avec des lancegrenades sur les alentours et la partie sud-est de l'Université sus mentionnée. Ils ont atteint le bâtiment de théologie de ce centre d'études. Il n'y a pas eu de victime" peut-on lire dans le registre des opérations

du colonel Benavides. Or, le colonel mentionne le nom d'un lieu qui n'est pas celui où l'attaque du Centre a été lancée. D'autre part, il en avance le moment de deux heures, ce qui la fait coïncider avec le vol en rase-motte de l'avion évoqué plus haut. Est-ce le pur effet du hasard ?

Les soldats tracent des sigles FMLN sur les portes et les murs du rez-de-chaussée du Centre Monseigneur Romero. En repassant par le portail de l'UCA, le sous-lieutenant Guevara Cerritos -ou le sergent en second Avalo Vargas dont l'écriture "est similaire" selon les experts en graphologie- écrit : "Le FMLN a exécuté les oreilles ennemies. Vaincre ou mourir. FMLN".

Guevara Cerritos, dont la présence sur les lieux mêmes du crime n'est pas mentionnée, fait mettre le feu à l'intérieur du Centre. Une mitrailleuse M-60, qui provient comme l'AKA de l'Ecole Militaire, est installée devant le bâtiment du CIDAI et pointée contre le Centre. Pilijay, qui a fini sa bière, arrive pour tirer le rocket antitank Low qui fera voler la grille métallique fermant le couloir de maison des Jésuites.

Il tire aussi avec son fusil pour compléter l'oeuvre de la mitrailleuse avec d'autres soldats dont l'un lancera en outre deux grenades M-79 sur le bâtiment.

Ni Cotta Hernandez, qui a collaboré à l'assassinat en traînant le cadavre de Juan Ramón, ni le sergent surnommé "Sauvage" et la patrouille qui mitraillèrent la maison, n'ont été inculpés comme si l'on voulait seulement pouvoir présenter un acte d'accusation pour calmer la vive émotion internationale qui s'est manifestée et non que justice soit rendue. Il a donc semblé suffisant d'inculper les seuls auteurs matériels de l'assassinat et ceux qui en ont donné l'ordre sur les lieux mêmes.

### Le vol

"Un soldat inconnu portait une valise de couleur crème", dit le lieutenant Yussi Mendoza dans son témoignage. Elle contenait les 5 000 dollars recus quelques jours auparavant par le Père Ellacuria pour le prix Alfonso Carlos Comin. Ils n'ont jamais été retrouvés.

Espinoza déclare qu'il pleure en quittant le campus universitaire où il ne reste presque rien, comme il pleurera à nouveau lors de son interrogatoire.

### V - Retour à l'Ecole Militaire

Les patrouilles des sergents-chefs et sergents en second surnommés "Satan, Le Maudit, Eclair, Furieux" avaient participé à une opération réussie. Celles de "Nahan, du Sauvage, de Samson, d'Hercule et du Lézard" avaient parcouru les alentours. Celle du "Sauvage" se joignit à l'opération. Espinoza était "Taureau". La brutalité de leurs actes correspond à la brutalité de leur nom.

Arrivé à l'Ecole Militaire, Espinoza se précipite dans le bureau du colonel Benavides "dans le but de lui exprimer son indignation pour ce qui s'était passé". Le colonel n'est pas là. Lorsque les deux hommes se rencontrent, c'est Benavides qui parle le premier. "Qu'est-ce qui t'arrive ? Tu as l'air préoccupé". "Mon colonel, ce qui s'est produit ne m'a pas plu". "Du calme, ne t'inquiète pas. Tu as mon appui. Ai confiance en moi". "Je l'espère, mon colonel". Telles sont les phrases échangées entre les deux hommes, selon Espinoza.

Outre les membres de l'expédition contre l'UCA, 219 militaires (officiers et soldats de premier et seconde classe) se trouvaient tout près de là. Aucun d'eux ne s'est inquiété de ce qui se passait dans l'Université

Les soldats du bataillon Atlacatl partirent à six heures du matin, le 16 novembre, et

combattirent avec leur corps dans les secteurs de Mejicanos et de Zacamil. Des éléments de la Première Brigade firent de même.

Dans l'après-midi du 16 novembre, entre 14 et 15 heures, Monseigneur Rivera et Monseigneur Rosa entendent dire à quelqu'un qui se trouve dans un véhicule de l'armée. "Nous continuons à tuer des communistes. Ellacuria et Martin Baro sont tombés. Rendez-vous". Il n'y a pas eu d'enquête sur cet incident malgré la dénonciation publique qu'en a fait Monseigneur Rosa.

## VI - Une enquête incomplète

Il nous semble que cette reconstitution des faits apporte la lumière sur la manière dont les Jésuites ont été assassinés mais qu'elle déforme parfois aussi certains éléments.

Cette déformation de la réalité résulte en partie de la tension des soldats qui par deux fois ont attaqué l'UCA. Les souvenirs des militaires concernant le détail de ces deux jours sont donc parfois confus. C'est d'ailleurs le fait que les soldats du bataillon Atlacatl aient commencé à dire aux enquêteurs qu'il n'y avait pas d'électricité le jour de la fouille de l'Université alors que ce fut seulement la nuit du crime qu'elle fut coupée en permanence, qui mit les enquêteurs sur la piste.

Cependant, il existe des contradictions entre les dépositions qui ont été faites qui méritent d'être éclaircies.

### a) L'ensemble de l'opération apparaît comme le fruit d'une décision brutale et spontanée du colonel Benavides

La fouille exécutée le lundi et l'ordre donné dans la nuit du mercredi semblent être deux événements sans aucun rapport entre eux. On n'évoque pratiquement pas les préparatifs de l'opération alors qu'il y en a eu, ce qui laisse une tranche de temps importante pour situer l'heure de son choix. Le fait de penser à emporter l'AKA et la mitrailleuse de l'Ecole Militaire, de vouloir faire porter le chapeau au FMLN, de simuler des combats, de rédiger de faux rapports semble indiquer l'existence d'un plan dûment programmé.

Espinoza Guerra et Guevara Cerritos n'ont pas eu le temps matériel d'en être les auteurs, selon leurs déclarations. Alors, qui le leur a fourni ? Est-ce le seul colonel Benavides ? Yussi Mendoza a-t-il joué un rôle lui aussi ? Qui d'autre a pu en faire autant ? Les témoignages ont la fâcheuse tendance d'éviter les éléments qui permettraient de répondre à ces questions.

### b) L'enquête elle-même est marquée par de graves déficiences

- . Elle ne s'est pas intéressée à ceux qui ont saccagé le Centre Monseigneur Romero ni à ceux qui ont vu et ont laissé faire, se rendant ainsi complices d'un odieux assassinat.
- . Elle n'a pas fait beaucoup d'efforts pour découvrir l'identité du soldat qui tira le premier sur le Père Lopez comme si le fait de blesser quelqu'un était de peu d'importance.
- . Le cas du soldat Cotta Hernandez demeure obscur. De quel corps provient-il, lui qui ne figure ni sur les listes du bataillon Atlacatl qui fouilla l'UCA le lundi, ni sur les listes des soldats se trouvant dans les environs ? L'Etat-Major a-t-il menti en disant que 219 soldats se trouvaient là ? Enfin, pourquoi ce soldat n'a-t-il pas été inculpé alors qu'il a traîné le corps de Juan Ramón

Moreno à l'intérieur de la maison ? N'est-ce pas là être complice d'un crime ?

- . Les rapports militaires officiels ne mentionnaient pas la présence des soldats détachés du bataillon Atlatcal qui étaient donc officiellement ailleurs mais où ? Qui a menti dans son rapport ? N'est-ce pas là un délit défini par le Code Militaire ?
- . La version de Perez Vasquez est peu crédible car le corps du Père Lopez a été retrouvé près de la porte de la pièce, ce qui empêchait de l'ouvrir totalement.
- . Alors que Avalos prétend avoir conduit Segundo Montes jusqu'à la facade principale de la maison où se trouvaient déjà les quatre autres Pères, Amaya affirme qu'Avalos est sorti par la porte principale avec les cinq Jésuites.
- . Pourquoi le sergent en second Oscar Armando Solorzano Esquivel, alias Hercules, du bataillon Atlatcal, n'a-t-il pas été traduit en justice lui qui a participé au transfert des Jésuites de la maison au lieu de leur exécution ?

**c) L'enquête tend à faire porter au colonel Benavides l'entière responsabilité intellectuelle du crime**

Or, ce dernier a refusé de répondre aux enquêteurs et aux juges en niant toute participation au meurtre. Ce silence face à tant de preuves et d'évidences est étonnant. Benavides estime-t-il qu'il court plus de danger s'il parle que s'il se tait ?

Sa carrière au sein des forces armées est relativement "propre". Il n'a pas la réputation d'être un fou, un maniaque de la répression, un illuminé, ce qui va à l'encontre de la thèse d'une décision prise unilatéralement, sans consultation. Il est impensable qu'un homme pondéré ait pris le risque d'une action aussi bestiale sans une impulsion extérieure. Or, l'enquête ignore ces considérations.

Il apparait que Benavides a confié à deux militaires qu'il ne commandait que depuis deux jours la direction de l'opération (en compagnie de Mendoza, certes). Or, l'assassinat des Jésuites est l'action illégale la plus grave que l'armée ait commise directement depuis des années (sans passer par les escadrons de la mort et d'autres corps paramilitaires). Benavides a-t-il commis cette erreur par inadvertance ou bien parcequ'il recevait un tel soutien qu'il en a oublié les précautions les plus élémentaires ?

Même si les enquêteurs ont su réussir un grand nombre de preuves concernant la matérialité du crime, leur travail demeure peu satisfaisant.

Il serait utile de poursuivre l'enquête dans une deuxième phase de recherches plus fouillées afin d'éliminer les zones d'ombre qui masquent encore la vérité.

Source : Lettres à l'Eglise, San Salvador

\*\*\*\*\*

**COMMUNIQUE DU COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN**

Nous communiquons qu'entre la nuit du 1er et l'aube du 2 mai, nos forces ont effectué diverses opérations militaires dans San Salvador et d'autres villes du pays en réponse à :

1. La totale impunité des membres des forces armées pour la violation des Droits de l'Homme qu'ils imposent dans le pays, comme le démontre la non poursuite du jugement et l'évidente couverture des auteurs intellectuels du crime des Jésuites. La libération de la bande des "sequestrateurs" et les derniers assassinats d'un professeur universitaire et d'un leader coopératif.
2. L'offensive militaire qui a été lancée par les forces armées dans les campagnes avec des bombardements et la capture de civiles.
3. L'attitude triomphaliste et méprisante du gouvernement et des militaires en raison d'une soi-disante faiblesse du FMLN ralentit le processus de négociation.
3. Les mesures économiques anti-populaires et les mesures en vue de réaliser la plus grande fraude économique et corruption de notre histoire à travers la privatisation de la banque.

Nous considérons que :

- . Les mesures du Congrès nord-américain en vue de réduire seulement de 50 % l'assistance militaire du gouvernement sont insuffisantes. Quelque soit l'aide à une force armée terroriste, elle ne peut qu'alimenter la guerre et réduire les possibilités d'une concertation immédiate en vue d'un cessez-le-feu.
- . Tant qu'il n'y aura pas de garanties pour toute la société qu'on ne mettra pas fin à l'impunité des militaires, que ne cessera la répression, on continuera à alimenter la guerre.

Finalement, nous réitérons nos dispositions pour continuer le processus de négociation et en conséquence nous avons présenté nos positions au gouvernement et nous sommes dans l'attente des leurs pour concrétiser le début des négociations.

Commandement Général du FMLN  
El Salvador, le 2 mai 1990

\*\*\*\*\*

**COMMUNIQUE DU FMLN**

Le FMLN communique que :

1. Réaffirmant sa volonté de négociation, le FMLN s'est réuni le 2 mai avec Monsieur A. De Soto, représentant de Monsieur J.P. de Cuellar, et le 5 mai les représentants des partis politiques. Monsieur J.P. de Cuellar devait également se réunir avec des dirigeants des forces sociales représentées dans le Comité Permanent du Débat National. Au cours de ces réunions, nous avons présenté un document politique visant à la démilitarisation et à la démocratisation du pays et proposant un calendrier pour mettre un terme au conflit.

2. Les médias ont rendu publics des déclarations du Président du parti ARENA, Calderon Sol, de Monsieur Cristiani et du chef du COPREFA, réaffirmant leur volonté de poursuivre la guerre si les Etats-Unis diminuent leur aide militaire au Salvador.
3. Nous regrettons les déclarations de Cristiani, des fonctionnaires du pays et des Etats-Unis, lesquels affirment que nos dernières opérations militaires seraient contradictoires avec le processus de négociation. Nous les regrettons car sur l'ordre de Cristiani et en connaissance des assesseurs militaires des Etats-Unis, les forces armées maintiennent totalement leurs propres opérations, bombardements, captures, assassinats de civils à la campagne, répression des organisations sociales dans la capitale. Notre activité n'est en rien contradictoire avec les négociations car il n'existe pas encore d'accord de cessez-le-feu et car il s'agit d'actions qui importent aux opérations militaires de l'armée, à l'impunité des militaires et à l'absence de démocratie.
4. L'on a eu connaissance des informations suivante : le colonel Orlando Zepeda sera mis à la retraite et le colonel Emilio Ponce sera nommé Ministre de la Défense. La mise à la retraite du colonel Zepeda vise à interrompre l'enquête concernant la responsabilité de l'Etat-Major dans l'assassinat des Pères jésuites. La nomination du colonel Ponce l'absoudrait de sa responsabilité d'auteur intellectuel de ce crime. Nous considérons donc que ces changements affecteraient gravement le processus de négociation et la possibilité de concerter un cessez-le-feu. En effet, il est impossible de parvenir à des accords basés sur la démocratisation tant que prévaudra l'impunité dans l'armée, tant que celle-ci n'ait pas été épurée.

Commandement Général du FMLN  
Le 7 mai, 1990

\*\*\*\*\*

#### EN BREF

- \* Depuis les douze ans d'existence de la Commission des Droits de l'Homme non gouvernementale du Salvador, six de ses membres ont été assassinés, dont deux présidents, Marianela Isoveria Vilas et Herbert Araya ; trois autres sont portés disparus.

Depuis l'offensive du FMLN du mois de novembre, les escadrons de la mort ont fait disparaître 900 personnes, selon la Commission.

- \* Le gouvernement salvadorien a annoncé que le salaire minimum serait augmenté pour la première fois depuis 12 ans. Cette augmentation sera de 3 colons (3 colons = 3 FF !!) De vives réactions ont été exprimées par le Secrétaire Général de l'UNTS ainsi que par les différents partis politiques de gauche du Salvador. Ils ont dit que c'était une honte, un insulte. Cette augmentation est vraiment presque un insulte, surtout lorsque l'on sait que l'aide milliardaire des Etats-Unis au gouvernement salvadorien égale 2 millions de dollars par jour et que le Salvador est l'un des trois pays du monde qui reçoivent le plus d'aide nord-américaine. Cet exemple montre bien que l'aide sert à la guerre et non pas à améliorer les conditions de vie des Salvadoriens.
- \* Le 8 mai, des combats se sont déroulés dans le centre de San Salvador, causant une perte à l'armée.

- \* Le 9 mai, les lignes électriques dans différents quartiers de San Salvador ont été endommagées.
- \* A San Vicente, des actions militaires ont eu lieu dans différentes villes.
- \* D'après le FMLN, l'armée a souffert 185 pertes dans un mois (entre morts et blessés)
- \* Dans un communiqué, le FMLN a rappelé que tant qu'il n'y a pas d'accord de cessez-le-feu, ses actions militaires continueront.

\*\*\*\*\*